

beaucoup à mettre fin par voie de négociation. La situation économique de ces deux nations membres avec nous de l'OTAN pourra fort bien entraîner l'écroulement de l'ensemble du front anti-communiste constitué par les puissances démocratiques. Je prie encore une fois avec instance le Gouvernement de prendre ici l'initiative d'une aide plus considérable sur le plan économique, tant dans le cadre même de l'OTAN que dans celui des Nations Unies.

A notre avis, eu égard à la détente et au fait que nous ayons atteint les objectifs que nous nous étions fixés pour le réarmement, nous sommes maintenant en mesure de réduire nos budgets militaires et d'employer les fonds ainsi dégagés, non seulement à diminuer l'impôt sur le revenu et les autres impôts dans notre pays, mais, dans une large mesure du moins, à assurer une aide économique plus importante dans le cadre du Programme d'assistance technique de l'ONU et du plan de Colombo.

Permettez-moi d'ajouter qu'à mon avis, l'occasion est unique pour le Canada actuellement d'assurer une telle direction. Je ne voudrais pas qu'on interprète ce que je vais dire comme étant une tentative en vue de tirer quelque avantage du départ prochain du premier ministre. Celui-ci s'apprête à entreprendre un voyage de bonne entente autour du monde. J'ai dit plus tôt cet après-midi que j'espérais qu'il agirait en ambassadeur de bonne entente au nom du peuple canadien. J'aimerais répéter ce que j'ai déjà dit au nom de mes collègues et de moi-même. Nous lui souhaitons un bon, agréable et fructueux voyage.

Je suis certain qu'il se rendra compte, en exprimant des vœux de bonne entente dans les pays qu'il visitera, qu'il exprimera en même temps les sentiments de tout le peuple canadien. Mais il me semble qu'il pourrait manifester notre bonne volonté d'une façon très pratique. A l'heure actuelle nous disposons de vastes quantités d'aliments que les peuples affamés pourraient consommer s'ils avaient les moyens de les acheter. De plus, nous avons chez nous au moins une industrie qui connaît une période de chômage grave, mais qui dispose du matériel nécessaire pour produire des instruments aratoires capables de produire des aliments en grande quantité. Je ne dis pas que nous devrions vendre quoi que ce soit; je dis que nous devrions donner quelque chose.

Le 26 décembre dernier, l'*Economist* de Londres, qui est un des journaux les plus influents du genre dans le monde, publiait un article sur les conditions de vie dans le sud-est asiatique. Ce journal bien renseigné signalait que, par suite de la cessation des

hostilités en Corée et de la diminution de la tension internationale, les pays du sud-est de l'Asie avaient à faire face à une situation dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est très décourageante. La chute des prix de leurs produits et le maintien à un niveau élevé des prix des biens d'équipement et autres qu'ils doivent se procurer à l'étranger gêneront sûrement, selon l'*Economist*, la marche vers les niveaux de vie envisagés, par exemple, lors de l'adoption du plan de Colombo. L'une ou l'autre de deux solutions s'impose, affirme l'*Economist*, que je cite textuellement:

De deux choses l'une. Ou les populations devront consentir, provisoirement, de plus grands sacrifices...

Peut-on demander des sacrifices beaucoup plus grands aux populations mal nourries, sous-alimentées et désavantagées de l'Inde, du Pakistan, de Ceylan et des autres pays de l'extrême Orient? Je cite de nouveau:

...ou il faudra que soit augmentée l'aide extérieure, dont, de toutes façons, on n'a jamais assuré qu'elle serait suffisante pour combler l'écart entre les intentions et les disponibilités.

Nous proposerons donc au premier ministre, qu'étant donné les circonstances et le besoin de relever le niveau d'existence afin de contre-balancer la propagande communiste dans les régions en cause, il offre généreusement aux gouvernements de ces pays des dons de vivres, peut-être surtout de blé, dont nous possédons de grandes quantités, et d'outillage de production, tel que les machines agricoles. Ces dons (j'insiste sur le mot dons) qui viendraient s'ajouter à ce que prévoit le plan de Colombo, devraient être considérés comme faisant partie de notre budget de défense et vendus par les gouvernements des pays bénéficiaires, de façon que la contre-valeur soit employée à l'exécution de programmes destinés à augmenter leur propre production et relever leur niveau d'existence.

Non, il ne s'agirait pas de faire du dumping dans le monde entier. A notre avis, pareille entreprise n'aurait aucune influence défavorable sur le marché mondial en ce qui concerne les prix des denrées en question. Pourquoi? Parce que les pays bénéficiaires ne sont pas en mesure d'acquérir ces approvisionnements à l'étranger en raison de la diminution de leur pouvoir d'achat extérieur causée par la baisse qu'accuse le prix de leurs propres exportations. Il ne s'agit pas de remplacer ce qu'ils pourraient acheter à l'étranger, mais de donner des produits dont nous pouvons disposer. et qu'ils n'ont pas les moyens de s'acheter outre-mer.

Quand je dis qu'il y aurait lieu de réduire nos dépenses d'armements, je ne fais que répéter l'avis qu'auraient exprimé, ou que les